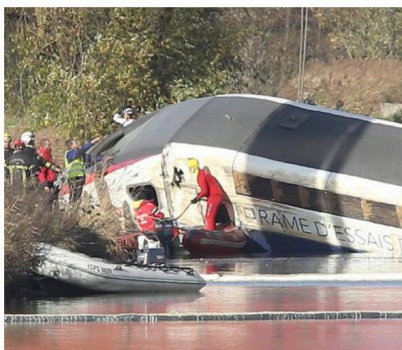


Déraillement du TGV à Eckwersheim

« J'ai fait ce qu'on m'a demandé », assure le conducteur de la rame

Le tribunal correctionnel de Paris a interrogé ce jeudi Denis T., le conducteur de la rame d'essai de TGV qui a déraillé en 2015 à Eckwersheim, faisant 11 morts. Il assure avoir obéi aux ordres donnés.

C'est lui qui était aux commandes, Denis T., 57 ans, conduisait la rame de TGV qui s'est disloquée entre un terre-plein et un canal à Eckwersheim, près de Strasbourg, après avoir déraillé dans une courbe le 14 novembre 2015 et il en est certain : « J'ai bien fait ce qu'on m'a demandé de faire ». Il l'a répété maintes fois, ce jeudi, à la barre du tribunal correctionnel de Paris qui le juge pour homicide involontaire – l'accident a fait 11 morts et 42 blessés – en compagnie de deux autres professionnels du rail et de trois entreprises, dont la SNCF. Mardi, celui qui est conducteur de TGV depuis 2009 avait été directement mis en cause dans l'origine de l'accident par le cadre traction, son supérieur hiérarchique dans la cabine de conduite. Le drame, a affirmé Francis L., est survenu parce qu'il a « désobéi » à son ordre de freinage. Ce que Denis T. conteste formellement, tout en reconnaissant avoir participé à la discussion qui a déterminé un point kilométrique (PK) de freinage manifestement erroné. Mais c'est bien Francis L. qui l'aurait validé –



Le conducteur du TGV assure n'avoir fait qu'obéir aux ordres. Photo Jean-Marc Loos

« S'il avait dit non, on ne l'aurait pas fait ». Lui n'a fait qu'exécuter.

« Je me demande encore comment on a pu en arriver là »

Cette erreur collective est monumentale. En freinant à cet endroit, l'équipe de conduite se laissait seulement 1,8 km pour passer de 330 km/h à 176 km/h avant l'arrivée dans la courbe. Soit deux kilomètres de moins que la distance nécessaire. Le déraillement était assuré.

« Je me demande encore comment on a pu en arriver

là », lâche Denis T., qui peine à expliquer une telle bévue. La principale hypothèse qu'il émet vient déjà d'une erreur, survenue le matin même lors d'un autre essai : l'équipe avait alors freiné près de 2,5 km plus tôt que prévu mais elle ne s'en était pas rendu compte. Elle pensait donc avoir de la marge pour valider le palier de vitesse et ainsi « faire l'essai du mieux possible ». Résultat : « On a pu demander de reculer le point de freinage... » Peut-être, aussi, que l'équipe n'avait « pas en tête » qu'il fallait ralentir avant la courbe, et pas dans. Terrible légèreté. Revient alors le sentiment d'une

organisation défaillante des essais, faite d'excès de confiance, de consignes vagues et mal transmises, de documentation et de compétence insuffisantes. Il s'agit de « faire au mieux ce qu'on nous demande tout en restant dans la sécurité », expose Denis T. Mais dans cette rame de professionnels, personne ne semble vraiment savoir ce que fait le collègue. Aucun incident, comme celui survenu trois jours avant le drame, n'est discuté entre la voiture-laboratoire et la cabine de conduite. « Nous, on est là pour conduire, et derrière ils sont là pour donner des instructions », résume Denis T., qui n'était même pas au courant de l'existence d'une alarme d'instabilité dans la rame qu'il conduisait : « Je pensais que le labo avait un bouton de freinage d'urgence. Ça me paraissait plus logique. »

Responsabilité diluée

La responsabilité se dilue ainsi à bon compte entre des prévenus, donnant l'impression que personne ne veut assumer la mort de 11 passagers pour une campagne d'essais dont on finit par se demander quelle était sa réelle utilité. Un point que pourraient éclaircir la SNCF et sa filiale Systra. Leurs représentants seront aussi interrogés, mais à la fin du mois seulement.

• Aurélien Poivrot

Dialecte

Plus de 1 500 signatures contre le « linguicide de la langue régionale d'Alsace »

L'association Initiative citoyenne alsacienne est à l'origine d'un manifeste « contre le linguicide de la langue régionale d'Alsace », signé par plus de 1 500 personnes à ce jour.

Des enseignants, des élus et des politiques, des chefs d'entreprise...

Plus de 1 500 « personnalités » alsaciennes ont signé le manifeste « contre le linguicide de la langue régionale d'Alsace », annonce ce jeudi Initiative citoyenne alsacienne (Ica), l'association à l'initiative de l'écrit publié en décembre 2023.

Dans celui-ci, elle rappelle qu'il se parle quelque 7 000 langues à travers le monde, dont 2500 sont en voie de disparition, selon l'Unesco, parce qu'elles « ne bénéficient pas [...] d'une existence scolaire, médiatique, administrative, culturelle, économique ou encore culturelle », soutient-elle en imputant à l'État la responsabilité de la disparité des langues régionales en France, dont l'alsacien.

« Quand aucun réel effort n'est entrepris par l'État pour faire vivre ou promouvoir la langue régionale d'Alsace, il commet un linguicide », affirme l'Ica. « Par linguicide nous entendons l'éradication planifiée et organisée de la langue régionale d'Alsace, à savoir la langue



Lors de la manifestation « Pour que vivent nos langues », à Colmar en mai 2021. Archives V. Meyer

allemande sous sa forme standard et ses variantes dialectales. Et même si ce linguicide n'a pas été extrêmement brutal, il n'en est pas moins un », poursuit-elle.

Le résultat en est, selon l'Ica, que « la connaissance et la pratique de la langue régionale sont au plus bas et que donc les Alsaciens n'ont pas pu tirer profit de la forte efficacité sociale, culturelle et économique que confère un bilinguisme collectif, la France non plus d'ailleurs. Il s'agit là non seulement d'une énorme gâchis, mais d'une faute ! »

Ce mardi, l'Ica a adressé au président de la République le texte de son manifeste.

• C.F.

La liste des signataires connus à ce jour est à retrouver sur notre site internet.

Faites vivre à votre enfant une expérience magique pour l'UEFA EURO 2024™

Inscription sur Plus

TOUJOURS A VOS CÔTES!

Partenaire officiel

Plus

Rejoignez l'équipe

Rejoignez l'équipe

Plus de 140 fruits & légumes chaque jour en supermarché

DU VEN 05/04 AU DIM 07/04

Batavia Catégorie 1

-50% SUR LE 2ème

LE 1er PRODUIT 0.99€

0.50€ LE 2ème PRODUIT IDENTIQUE

FRUITS & LÉGUMES DE FRANCE

Origine FRANCE

Poire Catégorie 1 Variété : Conférence

PRIX ANTI INFLATION

1.99€ Le kilo

Origine BELGIQUE

LIDL

Le vrai prix des bonnes choses

Année 2024 - Photos non contractuelles et non officielles - Sur internet typographiques - LIDL RCS Cléval 341 262 622 - Informations et horaires sur lidl.fr

*Offres valables dans les supermarchés ouverts légalement